

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 68

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

LESPOIR DETRUIT.

Le « document des prisonniers » avait fait vibrer une lueur d'espoir. Signé fin juin par des militants du Fatah et du Hamas emprisonnés en Israël, il incluait une reconnaissance implicite de l'Etat hébreu. Ainsi, une partie importante du mouvement islamiste évoluait sur cette question cruciale, et la reprise d'un processus de paix n'était plus impensable. Las! La fraction dure du Hamas, soutenue par la Syrie, puis le Hezbollah libanais, inspiré par l'Iran, enlevèrent trois soldats israéliens. La mèche était installée sur le baril de poudre : le gouvernement de Tel Aviv le fit exploser en se livrant à des représailles totalement disproportionnées. Pourtant, Ariel Sharon lui-même avait un jour échangé des prisonniers palestiniens contre des soldats israéliens pour éviter un affrontement...

LIBAN MARTYRISE.

Selon les autorités de Beyrouth, le coût des destructions infligées par Israël aux infrastructures du Liban s'élevait, le 18 juillet, à 500 millions de dollars. A cette date, 42 ponts ont été détruits et 38 routes coupées. Plus de cent immeubles ont été réduits à l'état de gravats. Quant aux morts, ils se chiffraient à 150 environ. Dans un entretien accordé au Monde, le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, estime que « Israël accuse les autres de ter-rorisme, alors qu'il le pratique dans ses formes les plus dures ».

ARSENAL DU HEZBOLLAH.

L'organisation islamiste possède de 12 à 15 000 roquettes Katioucha, d'une portée de 20 km, ainsi que des Fajr 3 et 5 fournis par l'Iran, d'une portée de 40 km. Mais il détiendrait aussi des missiles Zelzal 1 et 2, eux aussi en provenance d'Iran, d'une portée de 200 km et qui pourraient atteindre Tel Aviv. Si par malheur le Hezbollah les utilise, le conflit risque de s'étendre à d'autres pays du Moyen Orient.

EDITO : NOTRE SEUL(E) CANDIDAT(E) : LA SIXIEME REPUBLIQUE

Nous publions un appel co-signé par la Gauche Républicaine et le MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale), qui prolonge le débat entamé par la lettre de Marie-Georges Buffet aux collectifs et responsables politiques des mouvements engagés dans la dynamique unitaire. Cet appel est également publié dans l'Humanité du 22 juillet.

Chacun le sent : l'écart entre les aspirations du peuple et l'offre politique traditionnelle est devenu un gouffre. La crise sociale, la crise économique, la crise des valeurs, la crise de l'intégration traduisent une crise politique majeure, une crise de la démocratie, une crise de la République elle-même.

Ainsi nous nous apprêtons, au printemps prochain, à nous exprimer dans un cadre institutionnel discrédité et obsolète. La monarchie présidentielle est en loques tandis que la représentation parlementaire, vidée de tout pouvoir législatif effectif, se trouve affligée d'un mode de scrutin incapable de traduire les aspirations de la Nation.

Le risque est imminent, dans pareilles conditions, d'éloigner durablement du champ politique les citoyens les plus meurtris par la mondialisation du capitalisme financier, voire de dévoyer leurs colères et leurs frustrations vers le national-populisme. Le camp de la gauche antilibérale dont le collectif national pour des candidatures unitaires peut fédérer les forces, n'échappe pas complètement à cette crise. Ainsi, après la victoire contre les forces dominantes, lors de la bataille référendaire de 2005, après le recul de la droite sur le Contrat Première Embauche, nous ne sommes pas, nous-mêmes, épargnés par la personnalisation du débat politique, ni par la pression médiatique, autant de phénomènes largement aggravés par l'inversion des échéances électorales qui, en privilégiant le scrutin présidentiel, aggrave encore la dérive monarchique du système.

Jouer avec de telles règles, c'est jouer perdant.

Nous le savons, vous le savez, la solution à la crise majeure que nous traversons ne peut venir ni d'une femme, ni d'un homme providentiel flanqué d'une majorité parlementaire au garde à vous. Changer les institutions devient la condition même de tout changement. Les défis lancés par la mondialisation financière ne peuvent être relevés que par la mobilisation et la participation citoyennes, portées par la volonté politique de changer les choses.

C'est donc à nous, femmes et hommes de la gauche antilibérale de donner l'exemple en montrant la voie. Et d'abord en nous appliquant les principes sur lesquels repose le projet que nous proposons à la société. C'est dès l'ouverture de la campagne présidentielle que nous devons signifier notre engagement total pour changer de République.

Pour notre part, notre choix est fait. Notre candidat, c'est la VIe République. Celui ou celle qui nous représentera aura donc, en cas de victoire, à œuvrer avec la nouvelle majorité parlementaire à la mise en place d'un processus constituant. La toute première étape, une révision constitutionnelle, visera à mettre l'Assemblée Nationale au cœur des pouvoirs législatif et exécutif.

Dans ces conditions notre candidat ne devra pas se contenter de porter « l'ambition » d'être le dernier président de la République élu au suffrage universel ; il devra annoncer qu'il renoncera immédiatement à ses prérogatives au profit de l'Assemblée, socle de la souveraineté populaire, puis à sa charge dès que la première révision constitutionnelle sera approuvée dans un délai qui ne saurait dépasser une année. Cet objectif comme la méthode qui le portera seront au coeur de notre programme et pourront ainsi être validés par le suffrage universel.

Le premier projet de révision constitutionnelle sera proposé aux suffrages des deux Chambres réunies séparément. S'il est voté à l'identique, il sera soumis à référendum conformément à l'article 89 de la constitution. Cependant, si le Sénat tentait de bloquer le processus, l'article 11, portant sur l'organisation des pouvoirs publics, permettrait d'organiser ce référendum.

Cet axe premier de notre campagne relativise donc beaucoup l'importance du nom de notre candidat dont la place dans la législature sera bien moindre que celle des candidats que nous allons proposer pour les législatives. Il ou elle devra aussi accepter que la campagne soit menée pour l'essentiel par

le Collectif National de la Gauche Antilibérale et les porte-parole de ses composantes, afin que la diversité de notre rassemblement soit préservée.

Enfin et pour demeurer cohérent, nous proposons que la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle soit subordonnée à celle de nos candidats aux élections législatives. Ces derniers devront être désignés par nos comités locaux avec le concours des organisations politiques et des formations engagées dans la campagne. Dans un second temps et selon la même méthode, nous proposons qu'une Convention autour des candidats aux élections législatives choisisse notre candidat à l'élection présidentielle porteur du programme émanant de la Charte antilibérale.

Donner l'exemple, mettre nos actes en conformité avec nos idées et nos paroles, en finir avec la monarchie présidentielle, changer de République pour rester en République, voilà tout le sens de notre démarche.

Pierre CARASSUS Secrétaire Général et **André DELUCHAT**
Secrétaire National de la GAUCHE REPUBLICAINE

Eric COQUEREL, Président et **Michel NAUDY**, porte-parole du
MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale)

HUMEURS: INCERTITUDE AU MEXIQUE. Extraits d'un article du site Internet du Monde Diplomatique.

Candidat conservateur du Parti d'action nationale (PAN), M. Felipe Calderon a-t-il vraiment remporté l'élection présidentielle du dimanche 2 juillet au Mexique ? Dénonçant une manipulation des votes « dans au moins 50 000 des 300 000 bureaux de vote », M. Andrés Manuel Lopez Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD), conteste la victoire de son rival, acquise, selon l'Institut fédéral électoral, avec une marge infime de 0, 58% des voix (243 934 votes sur un total de plus de 41 millions).

Le Mexique s'est incontestablement démocratisé et un scandale de l'ampleur de celui qui, en 1988, vit le Parti révolutionnaire institutionnel, tout-puissant, voler une première victoire du candidat de la gauche (à l'époque M. Cuauhtémoc Cardenas) grâce à une « panne technique », paraît de prime abord impossible. Toutefois, nul n'a oublié le « desafuero » - épisode judiciaire qui, en avril 2005, a visé à destituer M. Lopez Obrador de son poste de maire de Mexico et à l'empêcher de se présenter à la présidence (plus d'un million de personnes descendant dans la rue ont alors fait échouer la manœuvre du pouvoir).

La non prise en compte initiale de 3 millions de bulletins par le Programme des résultats électoraux préliminaires qui, précipitamment, dès le 2 juillet au soir, a annoncé la victoire de M. Calderon, a attiré l'attention, provoquant les premières contestations. Depuis, le ton s'est durci. Dans son discours du 8

juillet, devant 300 000 personnes, sur le zocalo, à Mexico, M. Lopez Obrador a, pour la première fois, parlé de « fraude » ; Son équipe juridique continue de montrer à la presse nationale et internationale les différentes irrégularités commises tant pendant le scrutin qu lors de l'annonce des résultats, à 20 heures, le 2 juillet.

M. Lopez Obrador va saisir le Tribunal fédéral électoral pour qu'il soit procédé à une vérification « bulletin par bulletin » - ce que le Pan et M. Calderon refusent, assurant que la « journée des élections a été exemplaire ». M. Lopez Obrador entend également se tourner vers la Cour suprême de justice pour dénoncer l'ingérence de l'actuel président, M. Vicente Fox, dans la campagne électorale, et le dépassement par le PAN du budget de campagne qu'autorise la loi. (...)

Dans la logique des violentes campagnes médiatiques menées contre le candidat de centre-gauche avant le scrutin, les chaînes privées de télévision diffusent toute la journée des spots appelant au respect des résultats (c'est-à-dire la victoire du candidat conservateur). La justice électoral ayant deux mois pour examiner les réclamations, la proclamation du résultat pourrait ne pas se faire avant le 6 septembre, ce qui rend quelque peu prématurée la démarche de MM. George W. Bush, Alvaro Uribe (président de la Colombie) et...du chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero, qui ont immédiatement salué la victoire de M. Calderon.